

#### 1. Collectivités de l'Atlantique

##### Clarenville

Clarenville est un important centre régional qui sert la côte Est de Terre-Neuve. Bien que l'emploi dans cette collectivité soit grandement tributaire de l'industrie de la pêche, les secteurs du commerce de détail, de la fabrication, de la construction ainsi que de la santé et des services sociaux constituent également d'importants fournisseurs d'emploi.

En 2003-2004, le taux de chômage y a diminué de 0,8 point de pourcentage pour s'établir à 20,6 %, soit 2,7 fois la moyenne nationale de 7,6 %. Le nombre de demandes de prestations régulières ou de pêcheur a diminué, en conséquence, de 6,1 %, passant de 7 000 en 2002-2003 à 6 570 en 2003-2004. Malgré la baisse du taux de chômage, la proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières ou de pêcheur a augmenté, pour passer à 76,1 %, en hausse par rapport à 72,7 % en 2002-2003. À plus du double de la moyenne nationale de 35,4 %, les prestataires fréquents continuent de représenter une proportion importante de l'ensemble des prestataires dans la collectivité.

Malgré la diminution du nombre de demandes, le nombre moyen de semaines de prestations a augmenté, passant de 24 à 25 semaines en 2003-2004. Les prestations hebdomadaires moyennes ont également augmenté, et ce, de 1,6 %. Elles sont passées

de 305 \$ en 2002-2003 à 310 \$ durant la période de référence. Ces résultats reflètent l'augmentation des salaires.

Dans la collectivité de Clarenville, l'assurance-emploi est une source de revenu très importante. En 2002, 59,3 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi, ce qui correspond à près de quatre fois la moyenne nationale de 15,7 %. De plus, les prestations représentaient 20,2 % du total des revenus d'emploi, une proportion environ 9 fois supérieure à la moyenne nationale de 2,3 %.

##### Île-du-Prince-Édouard

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard repose en grande partie sur des secteurs d'activité très saisonniers, en particulier le tourisme, l'agriculture et la pêche.

En 2003-2004, le taux de chômage y est passé à 11,1 %, une légère diminution par rapport à 11,9 % au cours de la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières ou de pêcheur a également diminué (-1,3 %), passant de 22 820 à 22 520 demandes. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières ou de pêcheur a augmenté légèrement pour s'établir à 69,7 %, environ deux fois la moyenne nationale et 0,6 point de pourcentage de plus qu'au cours de la période de référence précédente. Cela concorde avec la diminution

<sup>1</sup> Les chiffres sur l'assurance-emploi se rapportent à l'année financière 2003-2004. Les statistiques sur le revenu proviennent de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et se rapportent à l'année civile 2002.

<sup>2</sup> Les taux de chômage locaux présentés dans cette annexe sont en fait ceux de la région économique de l'assurance-emploi où se situe chacune des 14 collectivités. Ils sont extraits de l'Enquête sur la population active et un rajustement a été effectué par la suite pour inclure les taux de chômage chez les Indiens inscrits vivant dans des réserves, conformément à l'alinéa 54(x) de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Si ce rajustement était effectué sur le taux de chômage national, le chiffre de 7,6 % en 2003-2004 deviendrait 8,2 %.

<sup>3</sup> L'analyse se rapporte à toutes les demandes pour lesquelles au moins 1 \$ a été versé en prestations régulières ou de pêcheur, sans toutefois éliminer les demandes pour lesquelles d'autres types de prestations ont été versées en vertu de la partie I de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les chiffres tirés des données de l'ARC pour 2002 englobent tous les types de prestations payées.

du nombre total de demandes de prestations régulières et de pêcheur, car le nombre de prestataires fréquents a tendance à demeurer relativement constant lorsque la situation économique change, de sorte qu'ils représentent une proportion plus grande de l'ensemble des clients qui présentent une demande. Le nombre moyen de semaines de prestations a diminué légèrement (-0,7 semaine), passant à 21,9 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 0,9 % (2,60 \$), pour s'établir à 299 \$, reflétant l'augmentation des salaires.

En raison du caractère saisonnier de son économie, l'Île-du-Prince-Édouard est largement tributaire de l'assurance-emploi. En 2002, 38 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi. De plus, ces prestations correspondaient à 9,8 % du revenu d'emploi total, soit plus de quatre fois la moyenne nationale.

## Truro

Truro est un centre régional situé à l'extrémité sud de la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse. Les secteurs de la fabrication et des services jouent un rôle important dans son économie.

À 9,9 %, le taux de chômage à Truro est demeuré relativement constant en 2003-2004.

Le nombre de demandes de prestations régulières ou de pêcheur est également demeuré relativement constant à 4 280, tout comme le nombre moyen de semaines de prestations, qui était de 19,5 semaines (-0,2 semaine) en 2003-2004. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières ou de pêcheur a augmenté de 1,5 point de pourcentage, pour passer à 44,9 %, ce qui est toujours bien au-dessus de la moyenne nationale. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 1,90 \$, pour passer à 277 \$.

Comme dans bon nombre de petites collectivités de l'Atlantique, l'assurance-emploi joue un rôle important dans l'économie de Truro. En 2002, 22,6 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi. De plus, 3,7 % du revenu d'emploi total provenait des prestations d'assurance-emploi, soit 1,6 fois la moyenne nationale.

## Miramichi

Miramichi est situé dans le comté de Northumberland, dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick. L'emploi y est très saisonnier, la foresterie et la pêche étant les deux principales activités économiques.

**Tableau 1**  
**Collectivités de l'Atlantique**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période d'admissibilité (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires (\$)		Nouvelles demandes :	
	2003-2004	Δ	2003-2004	2002-2003	2003-2004	Δ%	2003-2004	Δ	2003-2004	Δ	% de femmes	% de prestataires fréquents
Clareville	20,6 %	-0,8	420	420	36,6	-0,7	70,8 %	4,2	310	4,9	36,5	76,1
Î.-P.-É.	11,1 %	-0,8	508	478	31,2	-1,5	72,6 %	1,1	299	2,6	37,7	69,7
Truro	9,9 %	0,1	545	554	33,2	0,2	62,0 %	-0,9	277	1,9	38,1	44,9
Miramichi	17,1 %	0,5	420	420	38,8	0,2	65,6 %	-2,6	308	2,3	39,1	65,6

Δ = Variation entre 2002-2003 et 2003-2004 (exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité  
 \*\* Norme variable d'admissibilité moyenne dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité (heures d'emploi assurable)  
 \*\*\* Durée de la période de prestations réelle, exprimée en pourcentage de la période d'admissibilité

## Annexe 4 – Profils de collectivités

En 2003-2004, le taux de chômage à Miramichi était de 17,1 %, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à celui de la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières ou de pêcheur est demeuré relativement constant à 4 650. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières ou de pêcheur est passée à 65,6 %, en hausse par rapport à 62,2 % en 2002-2003. Le nombre moyen de semaines de prestations a diminué légèrement (-0,7 semaine), pour s'établir à 25 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de moins de 1 %, (2,30 \$), atteignant 308 \$.

L'assurance-emploi contribue largement à la stabilisation du revenu à Miramichi. En 2002, 40,4 % des salariés ont reçu des prestations. Ces dernières représentaient 11,8 % du revenu d'emploi total, soit plus de cinq fois la moyenne nationale.

### 2. Collectivités du Québec

#### Repentigny

Repentigny est une collectivité majoritairement francophone située à l'est de Montréal sur la rive Nord du fleuve Saint-Laurent. Même si l'emploi est concentré dans le domaine de la fabrication et du commerce de détail, il existe une forte dépendance envers les secteurs de l'agriculture et de la foresterie dans cette

collectivité; cette dépendance diminue toutefois peu à peu. On y observe également une forte dépendance à l'égard du secteur de la construction, où une tendance à la hausse semble émerger.

En 2003-2004, Repentigny avait un taux de chômage de 9,7 %, en hausse d'un point de pourcentage par rapport à celui de la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières a augmenté de 1,25 % en 2003-2004, passant de 18 420 à 18 650 demandes. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières, bien que toujours supérieure à la moyenne nationale de 35,4 %, a diminué légèrement (-0,9 point de pourcentage) en 2003-2004, pour passer à 38,6 %. Cela est d'ailleurs cohérent avec l'augmentation du nombre de demandes de prestations régulières. Le nombre moyen de semaines de prestations est passé de 17,7 à 18,6 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 1,4 % (+4,20 \$), pour s'établir à 302 \$.

Repentigny dépend quelque peu de l'assurance-emploi, puisque 20,2 % des salariés ont reçu des prestations en 2002. Ces prestations représentaient 2,9 % du revenu d'emploi total, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 2,3 %.

**Tableau 2**  
**Collectivités du Québec**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période d'admissibilité (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires (\$)		Nouvelles demandes :	
	2003-2004	Δ	2003-2004	2002-2003	2003-2004	Δ%	2003-2004	Δ	2003-2004	Δ	% de femmes	% de prestataires fréquents
Repentigny	9,7 %	1,0	551	588	33,5	2,1	57,7 %	-1,4	302	4,2	40,1	38,6
Montréal Centre-Est	9,5 %	1,1	560	595	33,5	1,5	62,2 %	0,7	303	8,9	42,9	22,6

Δ = Variation entre 2002-2003 et 2003-2004 (exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité  
 \*\* Norme variable d'admissibilité moyenne dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité (heures d'emploi assurable)  
 \*\*\* Durée de la période de prestations réelle, exprimée en pourcentage de la période d'admissibilité

## Montréal Centre-Est

À Montréal Centre-Est, une collectivité largement francophone, les principaux secteurs d'emploi sont ceux de la santé et des services sociaux, du commerce de détail et des services gouvernementaux.

En 2003-2004, le taux de chômage y était de 9,5 %, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à celui de la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières a augmenté de 13,2 %, passant de 8 250 à 9 340 demandes. Après six années consécutives de baisse, la proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières a augmenté, passant de 20,1 % en 2002-2003 à 22,6 % en 2003-2004, mais demeurant tout de même bien en deçà de la moyenne nationale. Le nombre moyen de semaines de prestations a augmenté d'une semaine, passant de 19,3 à 20,3 semaines. Pour leur part, les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 3 % (presque 9 \$), pour s'établir à 303 \$.

L'assurance-emploi contribue modérément à la stabilisation du revenu dans la collectivité de Montréal Centre-Est, où 17,3 % des salariés ont reçu des prestations en 2002, soit légèrement plus que la moyenne nationale de 15,7 %. Les prestations représentaient 2,5 % du revenu

d'emploi, comparativement à la moyenne nationale de 2,3 %.

## 3. Collectivités de l'Ontario

### Toronto Centre

La collectivité de Toronto Centre est située dans la plus vaste zone urbaine du Canada. Dans cette collectivité à l'aise, le revenu d'emploi total moyen atteint presque le double du niveau national. La proportion de personnes détenant un diplôme d'études postsecondaires y est très élevée. Les emplois y sont en majorité liés à la gestion ou sont de nature professionnelle. Les industries les plus importantes pour les résidents de Toronto Centre sont les services professionnels, scientifiques et techniques, les finances et l'assurance ainsi que les soins de santé et les services sociaux.

En 2003-2004, le taux de chômage y était de 7,7 %, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui de la période de référence précédente, mais tout de même semblable à la moyenne nationale de 7,6 %. Cependant, le nombre de demandes de prestations régulières a diminué de 4,9 %, passant de 3 280 à 3 120 demandes. La diminution du nombre de prestations d'assurance-emploi dans un milieu où le taux de chômage augmente ou est stable

**Tableau 3**  
**Collectivités de l'Ontario**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période d'admissibilité (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires (\$)		Nouvelles demandes :	
	2003-2004	Δ	2003-2004	2002-2003	2003-2004	Δ%	2003-2004	Δ	2003-2004	Δ	% de femmes	% de prestataires fréquents
Toronto Centre	7,7 %	0,3	621	633	32,8	0,4	62,4 %	3,5	357	-0,7	50,0	6,7
Hamilton Mountain	6,1 %	-0,6	683	656	28,8	-1,7	59,7 %	5,1	329	9,1	39,2	21,2

Δ = Variation entre 2002-2003 et 2003-2004 (exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité  
 \*\* Norme variable d'admissibilité moyenne dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité (heures d'emploi assurable)  
 \*\*\* Durée de la période de prestations réelle, exprimée en pourcentage de la période d'admissibilité

révèle une croissance de la population active supérieure à la croissance de l'emploi. Ce genre de phénomène reflète l'arrivée d'un grand nombre de personnes dans un marché du travail jugé dynamique et même florissant.

La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières a augmenté, passant de 6,1 % en 2002-2003 à 6,7 % au cours de la période de référence actuelle. Comme dans la plupart des grandes villes, la plupart des salariés occupent un emploi à temps plein, toute l'année, d'où la faible proportion de prestataires fréquents par rapport à la moyenne nationale. Le nombre moyen de semaines de prestations est passée de 18,6 à 20,8 semaines en 2003-2004, et le montant des prestations hebdomadaires moyennes est demeuré inchangé à 357 \$.

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle très limité dans l'économie de Toronto Centre, puisque seuls 7,1 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002. De plus, les prestations ne représentaient qu'un montant négligeable du revenu d'emploi total (0,45 %).

### Hamilton Mountain

Située dans la ville de Hamilton, Hamilton Mountain est une collectivité où le secteur des services occupe une place prépondérante. Bien que le secteur des services – particulièrement la santé, les services sociaux, l'éducation, le commerce de détail et les services gouvernementaux – fournisse la majorité des emplois, l'économie de la collectivité dépend aussi énormément de l'industrie de la fabrication, en particulier de la sidérurgie.

Le taux de chômage à Hamilton Mountain était de 6,1 % en 2003-2004, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à celui de la période de référence précédente. Le nombre de demandes de prestations régulières a cependant augmenté de 9,6 %, passant de

6 360 à 6 970 demandes. Le nombre moyen de semaines de prestations a augmenté de 0,8, pour s'établir à 17,3 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont augmenté de 9,10 \$ (2,8 %), pour passer à 329 \$. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières à Hamilton Mountain, 21,2 %, est considérablement moins élevée que la moyenne nationale de 35,4 %, mais a tout de même connu une hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à ce qu'on avait observé en 2002-2003.

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle limité dans l'économie locale de Hamilton Mountain, où seuls 10,7 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002. De plus, l'assurance-emploi ne représentait que 1,3 % du revenu d'emploi total de la collectivité.

## 4. Collectivités des Prairies et du Nord

### Saint-Boniface

La collectivité de Saint-Boniface est située dans la partie Est de Winnipeg. La plupart des emplois se trouvent dans les secteurs de la fabrication, de la construction, des services aux entreprises, du commerce de détail, de l'éducation et des services de santé, de même que dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration.

En 2003-2004, le taux de chômage y était de 5,2 %, ce qui représente 0,1 point de pourcentage de moins que lors de la période de référence précédente et qui est bien en deçà de la moyenne nationale de 7,6 %. Le nombre de demandes de prestations régulières a diminué de 6,8 %, passant de 3 840 demandes en 2002-2003 à 3 580 au cours de la période de référence actuelle. Le nombre moyen de semaines de prestations est demeuré relativement stable à 16,3 semaines (+0,1). La proportion de prestataires fréquents parmi les

clients ayant touché des prestations régulières a augmenté de 1,1 point de pourcentage, pour atteindre 27,9 %. Comme d'autres collectivités urbaines qui dépendent des secteurs de la fabrication et de la construction, Saint-Boniface compte une proportion de prestataires fréquents relativement élevée, mais quand même inférieure à la moyenne nationale de 35,4 %.

Étant donné la bonne performance de son marché du travail, l'assurance-emploi joue un rôle limité dans l'économie de Saint-Boniface. À peine 11,7 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002. Ces dernières ne constituaient que 1,6 % du revenu d'emploi total, soit beaucoup moins que la moyenne nationale de 2,3 %.

### Prince Albert

Prince Albert, la troisième ville en importance en Saskatchewan, est celle qui est située la plus au Nord. Elle sert de centre de services, de commerce au détail et de distribution pour les industries du secteur primaire du Nord de la Saskatchewan – l'industrie minière, la foresterie et l'agriculture. On l'appelle la « Porte du Nord ».

Le taux de chômage à Prince Albert était de 14,1 % en 2003-2004, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport au taux de 2002-2003. Cependant, le nombre de demandes de prestations régulières et de pêcheur a augmenté de 2,9 %, passant de 3 850 demandes en 2002-2003 à 3 960 au cours de la présente période de référence. Le nombre moyen de semaines de prestations a augmenté de 1,6, pour passer à 20,6 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes ont diminué de presque 6 \$, pour s'établir à 314 \$. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières ou de pêcheur a diminué, passant de 39,5 % en 2002-2003 à 37,6 % au cours de la présente période de référence, ce qui reste supérieur à la moyenne nationale de 35,4 %.

Prince Albert dépend quelque peu de l'assurance-emploi, puisque 18,5 % des salariés ont reçu des prestations en 2002. Les prestations représentaient 3,4 % du revenu d'emploi total, soit 52 % de plus que la moyenne nationale de 2,3 %.

**Tableau 4**  
**Collectivités des Prairies et du Nord**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période d'admissibilité (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires (\$)		Nouvelles demandes :	
	2003-2004	Δ	2003-2004	2002-2003	2003-2004	Δ%	2003-2004	Δ	2003-2004	Δ	% de femmes	% de prestataires fréquents
Saint-Boniface	5,2 %	-0,1	700	700	26,9	0,3	61,4 %	-0,3	312	-0,9	40,5	27,9
Prince Albert	14,1 %	-0,1	420	420	39,2	-0,3	53,4 %	3,7	314	-5,8	30,8	37,6
Calgary Centre	5,4 %	-0,6	700	685	28,8	-0,2	65,2 %	0,1	330	-2,5	39,7	13,4
Yellowknife****	25,0 %	0,0	420	420	42,7	0,6	50,1 %	-8,1	378	-6,6	45,7	13,6

Δ = Variation entre 2002-2003 et 2003-2004 (exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité  
 \*\* Norme variable d'admissibilité moyenne dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité (heures d'emploi assurable)  
 \*\*\* Durée de la période de prestations réelle, exprimée en pourcentage de la période d'admissibilité  
 \*\*\*\* Le taux de chômage réel de la région économique de l'assurance-emploi où Yellowknife est situé n'est pas calculé par Statistique Canada, puisque les territoires ne sont pas couverts par l'Enquête sur la population active.

### Calgary Centre

Calgary Centre est une collectivité urbaine largement tributaire de l'industrie pétrolière et gazière. Toutefois, la collectivité a réduit sa dépendance envers l'énergie en élargissant son assise économique grâce aux services à l'entreprise et aux industries du transport. Parmi les autres secteurs clés, mentionnons ceux de la fabrication, de la construction, du commerce de détail, des télécommunications, de l'éducation et de la santé.

En 2003-2004, le taux de chômage y a diminué de 0,6 point de pourcentage, pour passer à 5,4 %, ce qui est passablement inférieur au taux de chômage national de 7,6 %. Suite à cette baisse, le nombre de demandes de prestations régulières a également diminué de 2 %, passant de 4 890 demandes en 2002-2003 à 4 790 au cours de la période de référence actuelle. Toutefois, le nombre moyen de semaines de prestations a grimpé légèrement, passant de 18,4 à 18,7 semaines. Seulement 13,4 % des clients ayant touché des prestations régulières d'assurance-emploi était des prestataires fréquents, comparativement à 12,1 % au cours de la période de référence précédente et à la moyenne nationale de 35,4 %. Les prestations hebdomadaires moyennes ont chuté de moins de 1 %, passant de 333 \$ en 2002-2003 à 330 \$.

L'assurance-emploi ne joue qu'un rôle limité dans l'économie de la collectivité de Calgary Centre, puisque seuls 9,4 % des salariés ont reçu des prestations en 2002. En outre, les prestations ne comptaient que pour 0,9 % du revenu d'emploi total.

### Yellowknife

Capitale des Territoires du Nord-Ouest, Yellowknife est donc le principal centre gouvernemental et administratif de la région. Son économie repose aussi, dans une certaine

mesure, sur les secteurs des mines et de la construction.

Il y a eu une forte hausse de 72 % du nombre de demandes de prestations régulières, qui est passé de 470 demandes en 2002-2003 à 810 en 2003-2004. Toutefois, le nombre moyen de semaines de prestations a diminué, passant de 24 semaines au cours de la période de référence précédente à 21,4 en 2003-2004. Les prestations hebdomadaires moyennes ont également diminué de 1,7 %, passant de 384 \$ à 378 \$, un niveau relativement élevé s'expliquant par les revenus supérieurs à la moyenne à Yellowknife. Parmi les clients ayant touché des prestations régulières seulement 13,6 % (par rapport à 14,9 % au cours de la période de référence précédente) était des prestataires fréquents, comparativement à la moyenne nationale de 35,4 %.

La collectivité de Yellowknife dépend assez peu de l'assurance-emploi, puisque seuls 11,1 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002. De plus, les prestations ne représentaient que 1,4 % du revenu d'emploi total, soit moins que la moyenne nationale de 2,3 %.

## 5. Collectivités de la Colombie-Britannique

### Surrey

Surrey, située au sud de Vancouver, est la deuxième ville en importance en Colombie-Britannique. L'activité économique de cette collectivité qui connaît une croissance rapide est très diversifiée. On y recense d'importants projets d'expansion et l'emploi est surtout concentré dans les secteurs du commerce, de la fabrication, de la santé, de l'hébergement et de la restauration, du transport et de l'entreposage.

En 2003-2004, le taux de chômage y était de 7,3 %, en baisse d'un demi-point de

pourcentage par rapport au taux de 2002-2003. Toutefois, le nombre de demandes de prestations régulières et de pêcheur a augmenté de 6,9 %, passant de 16 110 demandes en 2002-2003 à 17 220 au cours de la période de référence actuelle. Comme les travailleurs saisonniers comptent pour une grande proportion de la population active de Surrey, surtout dans les secteurs généraux de l'agriculture et de la construction, le nombre de demandes peut varier grandement d'une année à l'autre. La proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières a diminué d'un point de pourcentage, pour passer à 21,8 %. Le nombre moyen de semaines de prestations a diminué de 0,3, pour s'établir à 19,6 semaines. Les prestations hebdomadaires moyennes s'établissaient à 298 \$ en 2003-2004, comparativement à 300 \$ pour la période de référence précédente.

À Surrey, 16 % des salariés ont également reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002, comparativement à la moyenne nationale de 15,7 %. Les prestations représentaient 2,3 % du revenu d'emploi total, taux identique à la moyenne nationale.

## Kelowna

Kelowna est située dans la vallée de l'Okanagan et est l'une des villes connaissant la croissance la plus rapide en Colombie-Britannique. La collectivité est diversifiée et bien représentée par de nombreuses industries, notamment la fabrication, la haute technologie, les soins de santé, le tourisme et le commerce de détail.

Le taux de chômage y était de 10,2 % en 2002-2003, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport au taux de 2002-2003. Le nombre de demandes de prestations régulières a diminué de 5,4 %, passant de 7 400 demandes à 7 000. Le nombre moyen de semaines de prestations est passé de 19,3 à 20,2 semaines (+0,9 semaine), et les prestations hebdomadaires moyennes ont diminué (-6,40 \$), pour passer à 308 \$. Dans l'ensemble, la proportion de prestataires fréquents parmi les clients ayant touché des prestations régulières affiche une tendance à la baisse depuis les six dernières années à Kelowna, étant passé de 33,5 % en 1997-1998 à 27 % en 2003-2004 (-0,2 point de pourcentage par rapport à la proportion de 2002-2003).

À Kelowna, 16,5 % des salariés ont reçu des prestations d'assurance-emploi en 2002. Celles-ci représentaient 2 % du revenu d'emploi total, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 2,3 %.

**Tableau 5**  
**Collectivités de la Colombie-Britannique**

Collectivité	Taux de chômage*		NVA** (heures)		Période d'admissibilité (semaines)		Durée***		Prestations hebdomadaires (\$)		Nouvelles demandes :	
	2003-2004	Δ	2003-2004	2002-2003	2003-2004	Δ%	2003-2004	Δ	2003-2004	Δ	% de femmes	% de prestataires fréquents
Surrey	7,3 %	-0,5	639	618	29,3	-0,3	67,7 %	-0,7	298	-2,1	50,1	21,8
Kelowna	10,2 %	-0,3	537	525	34,2	-0,3	59,7 %	1,3	308	-6,4	42,4	27,0

Δ = Variation entre 2002-2003 et 2003-2004 (exprimée en points de pourcentage pour le taux de chômage et la durée)  
 \* Taux de chômage annuel moyen dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité  
 \*\* Norme variable d'admissibilité moyenne dans la région économique de l'assurance-emploi où est située la collectivité (heures d'emploi assurable)  
 \*\*\* Durée de la période de prestations réelle, exprimée en pourcentage de la période d'admissibilité